Ebisu
Études japonaises

47 | printemps-été 2012
Catastrophes du 11 mars 2011, désastre de
Fukushima : fractures et émergences

Protéger à Fukushima ?

Thierry Ribault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/538>

DOI : 10.4000/ebisu.538

ISSN : 2189-1893

Éditeur :

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 295-310

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Thierry Ribault, « Protéger à Fukushima ? », *Ebisu* [En ligne], 47 | printemps-été 2012, mis en ligne le 14 mars 2014, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/538> ; DOI : 10.4000/ebisu.538

Perspectives

Protéger à Fukushima ?

Thierry RIBAUT

« Je ne suis pas plus seul
que le plongeur qui
dans l'étang rit si fort. »
Henri David THOREAU

Le temps des effets sans causes

L'accident nucléaire de Fukushima a été l'occasion d'un changement majeur dans la perception du rôle, sinon de la science, en tout cas des scientifiques eux-mêmes et des attentes que l'on pouvait avoir quant à leur volonté de rendre compte des causes, et des effets, de la catastrophe. Rares ont été les voix qui, parmi eux, ont clairement et spontanément relevé que faire courir des risques vitaux à une partie de la population constituait une injustice fondamentale, et que le temps était venu de remonter aux *causes* des désastres. *L'administration du désastre* de Fukushima n'échappant pas au constat établi en son temps au sujet de Tchernobyl, selon lequel *tous les risques sont acceptables quand on fait en sorte de ne pas laisser à ceux qui les prennent l'occasion de les refuser* (Encyclopédie des Nuisances 1986 : 166), on peut affirmer, non sans user d'un euphémisme, que les scientifiques ne se sont pas précipités pour invalider ce constat.

Ont toutefois retenti parmi les voix dissonantes celle de Koide Hiroaki 小出裕章, spécialiste de la mesure du rayonnement et de la sûreté nucléaire au Research Reactor Institute de l'université de Kyoto ; celle de Hayakawa Yukio 早川由紀夫, vulcanologue à l'université de Gunma ; et celle du spécialiste du cancer Kodama Tatsuhiko 児玉龍彦, directeur du Radioisotope Center de l'université de Tokyo. Le premier déclarait peu après le 11 mars, qu'il n'existe aucun seuil de sécurité pour la santé en matière d'exposition aux radiations, tandis que le deuxième diffusait une cartographie précise de la radioactivité indiquant qu'elle s'était bien répandue sur Tokyo, et

que le troisième accusait le 27 juillet 2011 devant la Diète, le gouvernement et Tepco, de n'avoir publié aucun chiffre concernant les volumes de radionucléides émis depuis le 11 mars, et affirmait qu'ils équivalaient à « 29,6 bombes de Hiroshima en termes de quantité de chaleur, et à vingt fois Hiroshima en termes de quantité d'uranium », constat que le gouvernement n'a pas démenti.

Moins médiatique mais tout aussi significative, la constitution spontanée d'équipes interdisciplinaires, respectivement dans les universités de Tokyo et de Fukushima¹, soucieuses de rendre compte de toute l'étendue des conséquences de l'accident nucléaire et de ses causes réelles – aussi bien techniques, qu'organisationnelles et idéologiques –, est venue rappeler que la volonté, comme les pouvoirs publics et les structures universitaires en ont eu la tentation, d'évacuer toute forme de controverse quant au désastre et à la manière de « gérer la crise de Fukushima », constitue un réflexe autoritariste ne pouvant qu'aboutir à une défiance accrue de la population et des scientifiques eux-mêmes. La volonté d'instauration, voire de restauration, de la *conversation* démocratique que ces scientifiques manifestent, témoigne de deux faits : d'une part, qu'ils ne peuvent plus être simplement classés dans la « recherche militante », voire parmi les « extrémistes », catégories fort utiles à une certaine orthodoxie nucléaire autoproclamée ; d'autre part, qu'ils sont devenus en l'espace de quelques mois les interlocuteurs d'une recherche *lucide* quant aux enjeux réels que la situation du désastre de Fukushima a précipitamment ramenés sur le « devant de la scène ».

Activisme radionégationniste

Si, selon certains, ce désastre a ranimé l'activisme écologique et anti-nucléaire, le constat qui s'impose est celui d'une *régénération* immédiate et internationale d'un activisme, voire d'une agitation pronucléaire visant, avec l'ampleur des moyens qu'on lui connaît, à réaffirmer plus que jamais le principe selon lequel la technologie nucléaire est une force sociale bien plus puissante que l'aspiration à la liberté. De fait, la diffusion d'idées consistant

1. Il s'agit notamment des groupes de travail sur le nucléaire Tokyo University Genpatsu Forum (TGF) et Fukushima University Genpatsu Forum (FGF).

à agir sur les esprits et l'agitation jouant sur les émotions constituent les deux instruments désormais classiques d'une agitprop nucléaire visant à contraindre les populations à agir conformément aux aspirations des autorités. Lors du « Symposium international d'experts - Radiation et risque sanitaire » qui s'est tenu les 11 et 12 septembre 2011 à Fukushima, organisé par l'ultra-droitière Nippon Foundation ex-Fondation Sasakawa², Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé en donnait clairement le signal lorsqu'elle déclarait : « L'accident de Fukushima a été un désastre industriel qui a atteint la confiance dans l'énergie nucléaire au niveau mondial, mais aucunement un désastre sur le plan sanitaire ». Cette injonction faite aux gens de Fukushima, à être des *irradiés satisfaits*, trouve un écho dans les propos du professeur Niwa Shin.ichi 丹羽真一, responsable du volet psychiatrique de l'« Enquête de gestion sanitaire de la population³ » à l'université de médecine de Fukushima, lorsqu'il rappelle que : « Les gens peuvent se sentir en sécurité lorsqu'ils exécutent eux-mêmes les travaux de décontamination plutôt que de les laisser faire par d'autres ». Administrant le désastre comme on administre un médicament, le décontamino-thérapeute poursuit : « Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations⁴ ». Ainsi, ce « vivre avec » la contamination, et par conséquent avec la décontamination reconnue pourtant comme inefficace, est devenu l'issue fatale du désastre et le seul discours repris ces temps-ci à Fukushima, « vivre avec » en toute « sécurité humaine » s'entend. Il participe, dans les faits, de la *Grande Inversion* dont un des principaux ressorts est : *le désastre nucléaire n'est plus la cause des problèmes, il en est le remède*. Les indiscutables – en tout cas peu discutées – « montées d'un cran technologique » et « renforcements des dispositifs de sécurité » engendrent de nouveaux problèmes sociaux et humains plus rapidement qu'ils ne parviennent à résoudre les précédents, et servent de voile à une *montée en désastre* dans laquelle, sous couvert de résilience, plus on soigne plus on casse, donc plus il faut soigner.

2. Voir la contribution « L'empire du nucléaire : quand Fukushima ne crachait pas encore ses “atomes pour la paix” », dans le présent numéro.

3. « Prefectural People's Health Management Survey » (Kenmin kenkō kanri chōsa 県民健康管理調査).

4. *Mainichi shinbun*, 26 mars 2012.

Alors que pour Karl Polanyi, la généralisation du modèle de l'échange marchand prend la forme d'un système auto-régulateur des marchés transformant tout en marchandises, je fais l'hypothèse que *la généralisation du cycle de production de l'énergie nucléaire prend la forme d'un système auto-régulateur des formes de vie sociales, économiques et biologiques, et transforme tout en risque*. Dès lors, une part croissante des activités humaines consiste à se concentrer sur la « gestion » de ce risque qui *importe* avant tout, la vie sociale, économique et biologique étant censée s'adapter à ce mouvement, et l'éthique se réduisant à un processus de calcul probabiliste, de « gouvernance », d'acceptabilité et de choix rationnels. En ce sens également l'on peut parler de *Grande Inversion*.

Face à cet *activisme radionégationniste* et à l'engouement qu'il suscite chez les désastrophérapeutes qui se donnent pour mission de soigner par le désastre, les scientifiques ont un rôle important à jouer : celui, non seulement, de mettre au grand jour les processus de production de l'ignorance et de contribuer à leur remise en cause et à leur détournement, mais aussi celui de faire voler en éclats les préceptes de l'*administration du désastre* dont s'accommode si bien les sociétés industrielles⁵. Ainsi se désaccoutumerait-on de la désormais coutumière question : « Comment rester, ou revenir, et vivre pleinement sur les territoires contaminés ? », là où la question essentielle que se posent aujourd'hui nombre de gens est : « Comment quitter les territoires contaminés et vivre pleinement ailleurs ? ».

Si cette question n'importait pas, au-delà même du Japon, verrait-on les « représentants » – aux sens multiples du terme – d'un organisme *français* tel que l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) s'enquérir aussi prestement qu'ils le font depuis quelques mois auprès de partenaires scientifiques, tant que possible « spécialistes du Japon » et capables de leur ouvrir « l'accès au terrain », afin de nouer des alliances opportunes dans l'objectif de répondre à un appel à projets de l'Agence nationale de la recherche (ANR) visant notamment à « étudier l'impact des accidents [nucléaires] en matière de rejets de matières radioactives, leur impact sur la santé et l'environnement et les conditions de la reconquête des territoires

5. C'est à René Riesel et Jaime Semprun (2008) que j'emprunte cette notion, ainsi que celle, plus loin, de « soumission durable ».

contaminés⁶ » ? Cet appel, qui ressemble à s'y méprendre aux « orientations scientifiques » figurant dans un article publié par l'IRSN (2012 : 22-23), dans lequel il s'agit de « stimuler des recherches en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection », fait suite à la conférence de presse de Nicolas Sarkozy du 27 juin 2011, annonçant « sa décision de dégager des moyens supplémentaires importants pour renforcer la recherche dans ce domaine où la France dispose d'une avance reconnue ». Si la célérité avec laquelle cette agence *publique* de recherche a obéi aux injonctions d'un président peut encore en étonner certains, d'autres y verront une volonté d'ouverture de la recherche sur le nucléaire, et d'autres ne manqueront pas de percevoir une contradiction entre cette « décision » d'une part, et le discours du même président, d'autre part, prononcé le 8 novembre 2011 à Strasbourg, lorsqu'il avait déclaré que ce qui s'est passé à Fukushima « n'est pas un accident nucléaire, mais un tsunami ». Pourquoi, en effet, engager des recherches sur ce qui n'est pas advenu ? Il suffira cependant de rappeler que pour les autorités françaises, peu enclines à vanter la manière dont leurs homologues japonais ont « géré la crise » lors de cet « accident hors dimensionnement et inacceptable⁷ » – une telle panique dans la « chaîne de décision » étant inconcevable au pays de Descartes et d'EDF – s'il y a des leçons à tirer du désastre de Fukushima, au cas où un accident surviendrait en France, c'est bien de la manière exemplaire dont les autorités japonaises sont parvenues à *figer* sur place les populations.

Nul doute que les tandems que l'IRSN cherche à former sauront tirer parti de ce retour d'expérience sans précédent. Selon Véronique Rouyer, du service d'expertise, d'études et de recherches en criticité (*sic*) dans cet institut,

« Fukushima a confirmé la nécessité de s'ouvrir davantage aux sciences sociales, et ce à différents niveaux : que ce soit celui de l'installation pour une meilleure compréhension de la place des facteurs humains, par exemple dans la prise de décision

6. Programme « Investissements d'avenir », appel à projets « Recherche en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection (RSNR) », <<http://www.agence-nationale-recherche.fr/investissementsdavenir/AAP-RSNR-2012.html>>.

7. Intervention de Christophe Pilleux, responsable de l'Organisation nationale de crise du parc nucléaire d'EDF, à l'Association française des ingénieurs et techniciens de l'environnement (AFITE), le 23 mars 2012.

avant ou après l'accident ou, hors du périmètre de la centrale, dans des travaux sur la résilience de la société civile. » (IRSN 2012 : 22-23).

Le recours aujourd'hui banalisé à la notion de « résilience » que brandit cet organisme pour aborder ce qui est désormais considéré comme un problème essentiellement psychologique – voire psychiatrique – dans la population de Fukushima, en dit long sur une représentation de la « crise nucléaire » en termes de « traumatisme », enjoignant chacun à sortir de sa « dépression » en misant sur ses qualités individuelles et sur les opportunités de son environnement, dans le but de se donner les moyens de revenir précisément à un état « pré-traumatique » par la grâce combinée du « rebond » et de la « résistance au choc »... et accessoirement de l'amnésie. Dans la logique de la *Grande Inversion*, il s'agit donc avant tout d'évacuer l'objectivité, donc la réalité de l'accident, afin de laisser la peur – attitude irrationnelle voire primitive – sans objet réel extérieur : en devenant subjectif, l'accident (et ses suites) n'est plus qu'une question à régler avec soi-même, un dépassement à opérer, une peur à vaincre qui, une fois supprimée, anéantit le risque lui-même.

Le rapport récent de l'Académie des sciences, dont la quasi-totalité des annexes a été rédigée par des experts d'EDF, de l'ASN (Agence de sûreté nucléaire), du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et de l'IRSN, emboîte d'ailleurs le pas et confirme le programme scientifique à venir :

« Observer, analyser et suivre les perceptions des populations qui vont vivre dans le périmètre sensible de Fukushima est indispensable pour comprendre comment et pourquoi certains groupes sociaux (et lesquels) vont s'y adapter et d'autres vivre des difficultés nouvelles, qu'elles soient somatiques, psychologiques ou existentielles. Découvrir les facteurs de fragilité et de résilience représente un premier objectif cognitif, préalable à toute innovation (pratique, relationnelle et communicationnelle) visant à atténuer la perception de ce risque, surtout si la communauté scientifique (internationale) s'avère en mesure d'en fournir une image objective. C'est de la confrontation patiente et rendue accessible entre deux formes de connaissance (celle du risque perçu et celle sur le risque observé, voire objectif ou réel) que pourra émerger une nouvelle représentation partagée de la "vie possible" après et autour de Fukushima. » (Académie des sciences 2012 : 71-72).

Ce sont toutefois les experts en armement, à qui l'apôtre de la résilience Boris Cyrulnik ne manque pas de transférer ses précieuses compétences⁸, qui sont les mieux à même d'en fournir la définition la plus réaliste et la plus conforme aux objectifs opérationnels des rédempteurs de l'enracinement coûte que coûte, aux évaluateurs du risque perçu et aux inspecteurs de l'angoisse existentielle post-atomique précités, lorsqu'ils considèrent que « la résilience » dénote « le niveau de la capacité d'un système embarqué à tolérance de panne, à pouvoir continuer de fonctionner en mode dégradé tout en évoluant dans un milieu hostile⁹ ». Nul doute que nous en saurons plus, d'ici quelques temps, sur la tolérance de panne des habitants de Fukushima et sur leur capacité à continuer à fonctionner en mode dégradé.

Des études post-nucléaires ?

Le nucléaire entretient avec la société industrielle le même type de rapport que celui qu'entretenaient le colonial et ses avatars avec la république : trop longtemps compris comme une exception, en réalité « il en modèle le corps » (Césaire 2005 : 80). À l'instar du système colonial en son temps, le nucléaire est devenu une nécessité systémique de la société industrielle, et pas seulement du capitalisme dit « néolibéral », ce en quoi les farouches opposants à ce dernier font littéralement fausse route : la centrale de Tchernobyl n'était pas gérée par des affidés de Wall Street, et quant à celle de Fukushima, c'est bien sous la pleine responsabilité des pouvoirs publics

8. « Le 30 octobre 2009, la Journée "Résilience des hommes et des systèmes d'armes" organisée par la Direction générale de l'armement à Bagnoux en liaison avec le Service de santé des armées, a rassemblé plus de 100 médecins, ingénieurs, experts du domaine et officiers des armées, en présence du Professeur Boris Cyrulnik qui a développé le concept de résilience. Ce colloque a permis d'aborder la résilience à plusieurs niveaux, d'abord celle des hommes, ensuite dans une vision élargie, la résilience socio-technique. » (Source : *Vision* n° 10, décembre 2009, revue externe de la Délégation générale de l'armement). « La résilience vise à rendre plus robustes les systèmes, les hommes et les organisations pour donner, comme il est demandé dans le *Livre blanc de la Défense et de la sécurité*, la capacité aux pouvoirs publics et à la société française de répondre à une crise majeure et de rétablir rapidement leur fonctionnement normal. » (<<http://www.defense.gouv.fr/dga/actualite-dga/2009/resilience-des-hommes-et-des-systemes-d-armes>>).

9. Voir : <<http://fr.wikipedia.org/wiki/Résilience>>.

et de l'État japonais que les rapports techniques attestant de ses défaillances potentielles et effectives ont été ignorés ou falsifiés.

Faudra-t-il à l'énergie atomique des *études post-nucléaires* pour mettre en évidence la manière dont le nucléaire *innerve* la vie en société en transformant cette dernière en un vaste processus permanent de gestion des risques, afin de démontrer aussi que, non seulement, il correspond à une période historique déterminée, mais qu'il renvoie à une structuration des rapports humains qui se décline dans les rapports sociaux, dans les relations à la terre, au travail, au temps, à l'existence, et jusque dans l'imaginaire ? Seule une identification fine de ce maillage nucléocentré permettra d'en comprendre les *effets* avec toute la précision nécessaire à l'appréhension de leurs causes véritables.

Le nucléaire, comme le fait colonial – et l'esclavage à son service – ne pose pas qu'un problème éthique. Quant bien même, sous le sceau de la loi, il serait classé au rang de *crime contre l'humanité*, comme l'est l'esclavage en France depuis la loi de mai 2001, parviendrons-nous jamais à *décoloniser* de son empire notre vie quotidienne ? Rien n'est moins sûr, car « face à ce corps de doctrine, ce système, cette propagande, cette manière de penser, cette manière de sentir et cette foi tout ensemble¹⁰ » (Césaire 2004 : 86) que constitue le nucléaire, son abolition, bien qu'étape décisive pour certains, ne pourra pas éviter l'écueil des promesses non tenues inhérentes aux organisations humaines et aux techniques qu'elles mettent en œuvre pour assurer leur domination. Son abolition ne pourra pas non plus effacer les traces *indélébiles* avec lesquelles nous vivons désormais.

Il ne s'agit donc pas d'affirmer ici que le nucléaire serait une forme nouvelle d'esclavage, mais de soutenir que les paradigmes historiquement constitués autour de l'esclavage comme du nucléaire peuvent être appréhendés comme des *technologies de colonisation* – y compris de l'imaginaire et particulièrement de l'imaginaire démocratique – en ce sens où l'un et l'autre se développent sur la base d'une organisation économique et sociale qui les rend techniquement et fatalement *nécessaires* voire *désirables*, les excluant de toute forme de *conversation* et donc de choix pouvant s'exercer à leur égard : le colonialisme pour le premier, la course mondiale au progrès pour

10. C'est ainsi qu'Aimé Césaire (2004) parle de l'esclavage dans son discours du 21 juillet 1951 à Fort-de-France.

le second. Ainsi, le fait nucléaire appartient à la modernité, et le condamner ou lui jeter l'anathème ne suffit pas pour comprendre les mécanismes qui motivent la foi qu'il suscite.

Aussi nécessaire que puisse être jugée l'abolition, elle ne doit pas être vidée de son sens en gommant ce qui la précède ni ce qui la suit, et ne peut donc masquer que nous devons vivre avec *l'irréparable* dont parlait Césaire au sujet de l'esclavage. Elle ne doit pas nous rendre inattentifs à l'apparition de nouvelles technologies de colonisation. Les affranchis ont de fortes chances de demeurer des colonisés, d'autant plus lorsque l'abolition est décrétée et mise en œuvre par leurs anciens maîtres. Envisager un champ d'*études postnucléaires*, c'est envisager de s'approcher aussi bien des formes d'injustice, d'exploitation, de vulnérabilisation radicales et de menaces suscitées par ce qui se donne comme caractère indépassable d'un système, que des formes, traces et expressions du refus d'une telle prolongation indéfinie de ce système et des manières concrètes et quotidiennes de le subvertir, voire d'en hâter l'effondrement.

Cet « au-delà » du nucléaire que contient l'idée de « postnucléaire », ne renvoie donc pas à un « après » temporel et séquentiel, étape ultime du progrès scientifique ou de la civilisation, mais plutôt à la nécessité d'analyser le paradigme nucléaire – système de pensée, avec ses catégorisations et nécessités qui aboutissent à une déshumanisation, et avec les conceptions de l'énergie donc précisément aussi celles du progrès qu'il véhicule – comme produisant des injustices et des vulnérabilités et ce, pas seulement dans les pays immédiatement concernés par la « sortie », et pas seulement en termes de sécurité nucléaire.

Aussi, à l'encontre d'un point de vue répandu et convenu, selon lequel « la question n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre le nucléaire ou s'il faut ou non sortir du nucléaire », j'avance que ce dont une partie de la communauté scientifique japonaise manifeste le plus urgent besoin relève bel et bien de cette question et non prioritairement d'une supposée interrogation circonvenante du type « comment vivre avec la radioactivité ? ». Chacun sait qu'il est évidemment possible, pour certains qui n'en sont pas morts, de vivre avec la radioactivité, à condition de redéfinir ce qu'est la vie, et moyennant quelques transformations et adaptations génétiques. Il s'agit donc bien pour les Japonais, comme pour le reste du monde, de construire *l'après-nucléaire*, tout en restant lucides sur le fait que l'empreinte du nucléaire restera présente *durablement*.

C'est pourquoi les réticences, voir les résistances, qu'opposent les assemblées locales aux requêtes de relance des réacteurs issues du gouvernement central ne peuvent être simplement mises au rang de la démagogie électorale. Le 28 avril 2012, une coalition de responsables locaux a lancé un appel pour un Japon sans nucléaire. On compte parmi eux les maires de Sapporo, de Nagoya, de Setagaya (Tokyo) et de Tōkai-mura¹¹. Par ailleurs, sept des huit gouverneurs de départements situés en périphérie de la centrale nucléaire de Hamaoka dans le département de Shizuoka, arrêtée deux mois après la catastrophe du 11 mars 2011, refusent de donner leur consentement pour son redémarrage¹². Quant à la centrale d'Ōi, située dans le département de Fukui, les présidents des départements de Kyoto, d'Osaka et de Shiga s'opposent pour l'instant à son redémarrage. Outre qu'ils rappellent combien la question du nucléaire est liée intimement à celle du système politique, ces *contre-frottements pour arrêter la machine* participent d'une réelle prise de conscience : alors qu'ils croyaient en être à l'abri, les Japonais redécouvrent la peur.

Penser l'important

Face à une *société désastreuse*, dans laquelle la multiplication des catastrophes naturelles a des conséquences de plus en plus lourdes sur les organisations humaines, notamment à cause de la nature même de ces organisations – fondées sur une urbanisation sans limite, des modes de production-consommation reposant sur une forte consommation énergétique, une surdépendance à la technologie et des principes politiques aboutissant à une division de la société, des territoires et des richesses en pôles opposés – peut-on, et comment, s'extirper du désastre, *comment penser l'important afin d'agir en conséquence* ?

L'examen critique de la signification humaine des *dispositifs de soin intensif dans les sociétés industrielles*, et des implications concrètes de leur mise en œuvre, est incontournable. J'entends ici par « dispositifs de soin intensif », les processus sociaux, politiques ou techniques permettant de – ou

11. *Asahi shinbun*, 29 avril 2012.

12. *Mainichi shinbun*, 14 mai 2012.

prétendant – protéger les formes de vie en remontant aux causes de leur fragilisation et aux causes de ce que de tels processus soignent, et non pas seulement en *gérant* les dégâts du progrès sur ces formes. Il s'agit donc de penser aux possibilités de changer le monde sans déshumaniser la vie. Ces dispositifs atteignent-ils les objectifs qui leur sont assignés ? Si non, pourquoi ? Quelles *configurations de soin intensif*, les « crises économiques et environnementales » font-elles naître, et quelles sont celles susceptibles de nous aider à échapper à la *production de désastre* dans laquelle nous sommes entrés depuis que la société industrielle existe, production dont les *résultats* sont en forte croissance depuis les dernières décennies ?

Concrètement, l'analyse comparée des modalités de « gestion » du désastre à Fukushima, entre, d'une part, les autorités gouvernementales et locales et, d'autre part, les mobilisations individuelles et collectives – que d'aucuns s'empressent d'affubler de l'étiquette « citoyenne », comme pour se rassurer du lien avec le tout supérieur ou avec l'autorité que ce vocable sous-entend – met en évidence l'apparition, dans les moments de crise, d'une *autonomisation* de la protection, à l'instar de ce que l'on a pu observer à la Nouvelle-Orléans après la catastrophe de 2005. Cette autonomisation, qui est aussi une *horizontalisation* de la protection au sens d'une dé-hiérarchisation, se concrétise notamment dans le domaine de la mesure de la radioactivité, dans celui de l'assistance et de l'examen médical ou encore dans celui de l'aide au relogement pour les réfugiés du nucléaire. Elle pose la question de la possibilité d'existence – et de l'efficacité – d'une protection autonome et non-hiérarchique, sans leadership national ou local, dans un contexte où l'on constate l'incapacité croissante des systèmes centralisés, hiérarchisés étatiques ou paraétatiques à répondre aux « crises » et à la « gestion » des dégâts qu'elles occasionnent.

Cette horizontalisation de la protection pose toutefois aussi la question des limites de la survalorisation de plus en plus fréquente des « gens ordinaires » dans les contextes de catastrophe, survalorisation largement nourrie par les adeptes de la résilience. Ainsi, pour Isaac Ashkenazi, directeur de l'« Urban Terrorism Preparedness Project » à la Harvard Public School of Health :

« Mettre l'accent sur la capacité de réaction des autorités ne doit pas nous faire ignorer une des forces les plus importantes d'un pays : la capacité d'aide déployée par les gens ordinaires lorsqu'un désastre frappe [...] C'est grâce aux gens que les États-Unis

sont une superpuissance. Ce pays s'est établi et développé du bas vers le haut à partir d'individus résilients¹³. »

Je ne reviendrai pas ici sur les innombrables déclarations des commentateurs nippophiles, relatives à l'attitude exemplaire des Japonais, leur philosophie de vie, le modèle de courage et de dignité qu'ils représentent, la leçon de sang-froid qu'ils ont donnée, et à leur capacité de préparation collective aux catastrophes naturelles censée faire partie des choses de leur vie quotidienne.

En envisageant les catastrophes comme des événements maîtrisables, les discours tenus et les actions menées au nom d'un certain réalisme humanitariste contribuent eux aussi à l'approbation, voire au plébiscite, d'une société désastreuse. Par exemple, pour Stephanie Kayden, médecin urgentiste de la Harvard Humanitarian Initiative,

« le tremblement de terre du Japon et l'ouragan Katrina ont déplacé un nombre important de personnes, ce que l'on a coutume de voir dans le monde en développement, mais qui est moins fréquent dans les pays industrialisés. Ce type de désastres, qui nécessite de fournir de l'eau, de la nourriture, des médicaments et des abris, risque de devenir plus courant et devrait donc faire l'objet d'une planification. »

Tandis que Jennifer Leaning, professeur à la Harvard School of Public Health, se veut encourageante :

« Depuis 1900, les désastres naturels ont frappé avec une fréquence et une intensité accrues. Ceci est en partie dû au fait que plus de gens vivent dans des zones sujettes au désastre. Toutefois, le nombre de morts suite à de tels événements n'a pas augmenté drastiquement, ce qui montre que les réponses d'urgence font du bon travail¹⁴. »

Dans une perspective proche, le 14 mai 2012, à Tokyo, lors d'une réunion rassemblant seize pays détenteurs d'un parc de centrales nucléaires, la Fédération internationale de la Croix-Rouge a décidé de créer une

13. *Harvard Gazette*, 7 septembre 2011 : <<http://news.harvard.edu/gazette/story/2011/09/in-praise-of-ordinary-people/>>.

14. *Ibidem*, note précédente.

organisation spécialisée dans les activités de secours en cas d'accident. Un représentant de la Croix-Rouge japonaise déclarait alors :

« Faisant l'hypothèse qu'un accident nucléaire peut survenir dans n'importe quel pays, nous voulons mettre en place des dispositifs applicables dans différents pays, tout en gardant une position neutre vis-à-vis de l'énergie nucléaire¹⁵. »

Ainsi, entre les essoufflements d'une société de la « Croix-Rouge », qui ne fera jamais que *soigner sans guérir*, toute accaparée qu'elle est à ne *surtout* pas s'attaquer aux causes des dégâts, et la généreuse rhétorique d'une « croissance verte » qui, dans le monde enchanté qu'elle promet, conçoit sans scrupule de *guérir sans soigner*, sachant qu'elle ne fera jamais au mieux qu'aménager les dégâts, se trouve un espace : celui de l'imaginaire démocratique – qui n'est pas la démocratie imaginaire mais réelle – qu'il nous faut explorer afin de retourner aux causes des effets dont nos sociétés et nos vies individuelles sont les victimes consentantes.

Ersatz de solidarité

Face à la *vulnérabilité totale*, celle qui combine à la fois la vulnérabilité économique, sociale et sanitaire, nombre de Japonais prennent conscience qu'ils ont besoin d'une *solidarité totale*¹⁶, capable de renverser la colonisation : le cas du Tōhoku est exemplaire. Il s'agit d'une région littéralement colonisée depuis le début du XIX^e siècle, ayant d'ailleurs longtemps résisté à cette colonisation intérieure, et qui a été réduite à l'état de fournisseur d'énergie pour la métropole tokyoïte, au détriment de son organisation sociale et communautaire. Or, une fois le désastre nucléaire survenu, la solidarité que l'on voit apparaître vis-à-vis de cette région se résume à tout faire pour que les personnes restent bien là où elles sont : un an après le 11 mars 2011, 63 000 personnes ont migré hors du département de Fukushima, soit 3 %

15. *Mainichi shinbun*, 14 mai 2012.

16. Cette *solidarité totale* ne recouvre pas selon moi l'idée d'un « circuit solidaire » qu'appelle de ses vœux l'essayiste Kamata Satoshi, qui se réfère à une solidarité du front du refus (voir son témoignage « Du refus à la solidarité » dans le présent numéro).

de la population et moins de 10 % des enfants¹⁷. Le 17 avril 2012, un an presque jour pour jour après sa mise en place, le 21 avril de l'année précédente, l'interdiction d'accès à une zone de vingt kilomètres de rayon autour de la centrale de Fukushima Daiichi visant à « protéger la santé et la sécurité de la population » était levée (à l'exception des territoires exposés à plus de 100 millisieverts par an). De même, pour la consigne d'« évacuation conseillée » pour les communes avoisinant l'ex-zone interdite. Les 18 et 19 avril 2012, le CRMS (Citizen Radioactivity Measuring Station, Shimin hōshanō sokuteijo 市民放射能測定所), relevait toutefois des débits de dose de l'ordre de 100 millisieverts par an dans plusieurs de ces communes (celles de Date 伊達 et de Namie 浪江 notamment), soit 100 fois la limite annuelle d'inacceptabilité recommandée par la Commission internationale de protection contre les rayonnements (CIPR).

Quant aux débris contaminés, ils se retrouvent au centre d'une conception inédite de la solidarité. On connaissait la « solidarité active », mais on ignorait tout, jusqu'à présent, de la *solidarité radioactive*, le ministère de l'Environnement ayant dans un premier temps, en août 2011, fait voter une loi autorisant les départements et les municipalités à demander au gouvernement de désigner certaines communes comme « candidates » à l'évacuation de décombres contaminés¹⁸, puis dans un second temps, dès le 18 novembre 2011, convié des élus locaux à des « voyages de découverte » des mêmes décombres, afin de les convaincre d'en accepter une partie sur leur territoire¹⁹, le Premier ministre Noda Yoshihiko 野田佳彦 ayant dans un troisième temps, le 16 mars 2012, fait parvenir une lettre à trente-cinq départements et dix grandes agglomérations leur demandant d'accueillir une part des 4 millions de tonnes de déchets contaminés des départements d'Iwate et de Miyagi²⁰.

17. Source : département de Fukushima, 26 janvier 2012.

18. Le communiqué annonçant le vote de la nouvelle loi précise, à toutes fins utiles : « Bien que spécifiquement conçue pour gérer les retombées de l'accident nucléaire de Fukushima, la loi pourra aussi être appliquée lors de tout autre accident nucléaire qui pourrait survenir » (*Asahi shinbun*, 17 août 2011).

19. *Mainichi shinbun*, 20 novembre 2011.

20. À ce jour, huit départements et huit grandes agglomérations urbaines (dont Tokyo) ont répondu favorablement et proposé de recevoir près d'un million de tonnes de décombres contaminés (*Asahi shinbun*, 7 avril 2012).

Le Tōhoku en général, et la région de Fukushima en particulier, se retrouvent ainsi à la double peine : colonisés, ils sont priés d'assumer les dégâts causés dans le cadre du système économique mis en place par leurs colons. Cette injonction à la *responsabilité* concerne tous les niveaux de la société et de l'économie. Il s'agit selon le nouveau plan d'aménagement des « zones », d'une part pour la population, de continuer à vivre en s'adaptant aux nouvelles normes de « sécurité », c'est-à-dire au passage des seuils d'inacceptabilité sanitaire des radiations de 1 à 20 ou 50 millisieverts, voire à 100 millisieverts par an, et d'autre part, pour la main-d'œuvre nécessaire à la « gestion » des dégâts, puis à l'éventuel démantèlement du site de Fukushima, de continuer à servir docilement et sélectivement, les travailleurs du nucléaire étant issus des couches sociales les plus basses de la société, voire choisis parmi les sans-abri et la population immigrée. Nous sommes donc très loin de ce que l'on peut considérer être « la solidarité ».

Les adeptes du *laboratoire-monde* ne manqueront pas de pointer les multiples initiatives en cours visant à faire de la catastrophe une source de « rebond » et autres « sursauts » indispensables à la survie dans la *soumission durable*. La création d'un « Institut de recherche international sur la science du désastre » à l'université du Tōhoku avec notamment la coopération de la Harvard Humanitarian Initiative en constitue un exemple notable :

« À partir des leçons tirées du désastre causé par le tremblement de terre du Tōhoku et le raz-de-marée, l'Institut deviendra un centre mondial d'étude des désastres et de l'atténuation de leurs effets [...], contribuera aux efforts de reconstruction dans les zones affectées, mènera une recherche orientée vers l'action et s'attachera à développer une gestion effective du désastre afin de construire des sociétés soutenables et résilientes²¹. »

D'autres actions sont en cours, allant des expérimentations agronomiques sur le riz résistant au césium et autres bio-remédiations, aux expérimentations architecturales, en passant par la dérèglementation foncière, les expérimentations biologiques et médicales (en radiothérapie et en gènothérapie notamment), et autres expérimentations techno-industrielles, les projets de *smart cities* et autres *smart communities* étant dépoussiérés et ressortis des cartons des fleurons de l'industrie et des ministères. Mais,

21. Voir : <http://www.drcr.tohoku.ac.jp/jobs/index_e.html>.

hormis l'odeur de coercition qu'ils colportent, ces ersatz de solidarité ne nous disent pas si les velléités technocratiques qui les fondent, tout comme les dispositifs machiniques qui les animent, sont porteurs de la solidarité dont la région concernée a réellement besoin. Ils ne nous disent rien non plus de la pérennité éventuelle d'une telle solidarité, si elle existe. Ils ne nous disent rien surtout quant à la question cruciale de savoir *qui protège qui ? Et comment ?*

Et pour cause ! Ces ersatz de solidarité ouvrent grande la voie à ce dont tous semblent désormais « attendre et hâter l'avènement » : l'ersatz d'humanité.

27 mai 2012

Bibliographie

Académie des sciences, 2012

L'accident majeur de Fukushima.

Considérations sismiques, nucléaires et médicales, annexes sur CD-Rom, Paris, Institut de France, EDP Sciences.

CÉSAIRE Aimé, 2004

Victor Schœlcher et l'abolition de l'esclavage, Lectoure, Éd. Le Capucin.

CÉSAIRE Aimé, 2005

Nègre je suis, Nègre je resterai. Entretiens avec Françoise Vergès, Paris, Albin Michel.

Encyclopédie des Nuisances, 1986

Dictionnaire de la déraison dans les arts,

les sciences & les métiers, t. I, fascicule 8, août, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances.

IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), 2012

« Orientations scientifiques : la crise de Fukushima indique des pistes à développer », in *Repères*, janvier, 12.

RIESEL René & SEMPRUN Jaime, 2008

Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances.